

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social Protection
Judiciaire de la Jeunesse



Fédération Syndicale Unitaire

Secrétariat Régional CENTRE-EST

snpespjjcentreest@mailo.com



Déclaration préliminaire au CSA régional centre est du 04/05/2023

le 04/05/23

« Dialogue social » : En mode 49.3

Dans toute la France, ce sont plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, jeunes et retraité.e.s, étudiant.e.s, qui se sont réuni.e.s dans les différents cortèges du 1^{er} mai. Le monde du travail et la jeunesse se sont une nouvelle fois mobilisés de façon massive et déterminée, pour le retrait de la réforme des retraites. Après trois mois d'un mouvement social exemplaire et inédit depuis 50 ans, très largement soutenu par la population et un parcours parlementaire chaotique, l'entêtement de l'exécutif conduit à une situation de tensions dans le pays qui nous inquiète très fortement. En ne répondant pas à la demande de retrait, en usant de l'article 49.3, il a fait le choix d'accentuer la crise démocratique et sociale. Avec mépris, il a balayé à deux reprises l'opportunité d'un référendum d'initiative populaire. Pourtant, dès le début, les organisations syndicales et de jeunesse avaient prévenu l'exécutif du risque d'explosion sociale que pouvait provoquer cette réforme injuste, injustifiée et brutale. Dans la Fonction publique et à la PJJ, face à cette surdité et à cette déconsidération, les organisations syndicales font le choix, depuis plusieurs semaines, de boycotter les instances d'un dialogue social, dont on ne peut que constater qu'il est de façade. La parole des représentant.e.s du personnel n'est plus entendue. Comment l'administration peut-elle imaginer organiser un échange constructif et véritablement dans l'intérêt des agents dans ces conditions ?

Sur notre région Centre est, nombreux sont les sujets d'inquiétudes :

- La question du management autoritaire reste toujours inacceptable et s'aggrave. Le quotidien dans de nombreux services est marqué par des cris, des propos et posture inadaptés voire des pressions sur les équipes et les professionnels. Force est de constater que malgré nos interpellations et demande d'intervention, l'administration ne joue pas son rôle de régulation et laisse perdurer de telles méthodes.
- Nous interrogeons sur l'état des relations entre les juridictions et les services de la PJJ. Nous observons un glissement vers une instrumentalisation de notre

administration aux dépens de son identité et de ses missions fondamentales.

- Quid de l'opacité autour des correspondants d'insertion, leur recrutement, leurs missions, l'impact indirect sur la situation RH quant aux places des professionnels de l'insertion ? Cette création ne cachera pas les manques de moyens de réflexion et de projet pour l'insertion.
- Nombre sont les exemples d'équipe travaillant dans des locaux inadaptés, délabrés, sinon au milieu des travaux.
- La situation scandaleuse de discrimination salariale que subissent les agents non titulaires de la région Centre Est ne peut plus durer. Comme nos camarades du SNPES-PJJ/FSU Auvergne, à défaut d'un plan de revalorisation salariale régional et national d'ampleur, nous appelons nos collègues contractuels à saisir la défenseure des droits afin qu'elle fasse connaître leur situation de sous rémunération. Un temps d'échange s'impose sur cette question.

Les arrêts maladie, toujours plus nombreux, les difficultés de recrutement, la division dans les équipes sont autant d'indicateurs illustrant parfaitement l'état inquiétant dans lequel se trouve notre administration. Les formations spécialisées des CSA risquent d'être insuffisantes sans changement radical de politique en matière de gestion humaine et de considération des personnels.

Le 8 juin, l'Assemblée nationale votera un texte dont la finalité est d'abroger la loi sur les retraites. L'intersyndicale a lancé un appel à la mobilisation le 6 juin, qui n'en doutons pas, sera massivement suivi et marquera la détermination du peuple à s'opposer au diktat de l'exécutif.

En attendant, nous utiliserons tous les moyens dont nous disposons pour lutter contre les dérives d'un système qui nous fait croire que notre rôle se réduit à se soumettre.

C'est pourquoi, les représentants régionaux du SNPES-PJJ/FSU refusent de participer à cette mascarade et boycottent le CSA (Comité Social Administration) convoqué ce jour.